

[Text]

Metis persons are really the only Metis people who have secure incomes. Because this turns out to be easiest for them too, this is where they first turn their attention. But they are developing their own housing needs, the best ways of meeting those needs and letting us know how they would like to go about it and where.

Mr. McCleave: Mr. Chairman, I have two more questions but I think I can only ask one before this round is up. Could I ask about the money available for sewer loans and the war against pollution, the help to municipalities in that direction? Are you in a position of being able to meet all the requests at the present time through CMHC?

Mr. Andras: No way. Eighty-seven million dollars in the portion of capital budget that goes to sewage treatment loans this year. Last year it was \$75 million, the year before \$50 million and the year before that, about \$36 million or \$39 million. I think requests alone would be for what—\$280 million?

Mr. McCleave: Is that about the gap left over every year?

Mr. Andras: It seems to be a slightly smaller gap this year that it was the year before, but the consciousness of the whole thing and the legal approach being taken to the whole thing has raised an awareness on this issue. Sure, as in every other program I know of, we could use more and more money.

Mr. McCleave: If I could be put down for one last question—that I promise.

The Chairman: Thank you, Mr. McCleave. Mr. Gilbert.

Mr. Gilbert: I have short questions in three areas, Mr. Chairman. One is the home improvement area. Mr. Minister, you had suggested that the City of Toronto was entering into an agreement with the federal government concerning home improvements at a lower rate of interest. Has that been finalized?

Mr. Andras: No, not yet, although we had some discussions today with one of the aldermen from Toronto, and I understand from him that the final draft agreement on this issue is now on its way to CMHC for examination.

We made the offer to Toronto last fall, I think it was, of \$1 million to begin to search out ways to make available low interest loans for rehabilitation of homes. They found, as we have found, that it is not just that easy to come up with all the answers to what happens—income requirements, income testing, physical standards of the home itself, the maintenance of those standards afterwards, which is totally a municipal responsibility, the question of tenant versus owner, landlord absentee, all these things have been difficult areas to resolve. However, as I indicated their recommendations are now

[Interpretation]

de la construction d'habitations pour personnes âgées ce qui s'explique par le fait que les Métis, comme toutes les personnes âgées du Canada, sont à peu près les seuls citoyens qui ont des habitations sûres. Parce que c'est là l'entreprise qui leur est le plus facile de réaliser éventuellement, leurs yeux se tournent d'instinct vers cette entreprise. Mais ils sont en train d'arrêter leurs besoins au point de vue habitation, les moyens les plus propres à répondre à ces besoins et ils nous renseignent quant aux moyens qu'ils aimeraient prendre pour en arriver là.

M. McCleave: Monsieur le président, j'ai deux autres questions, mais je crois que je n'en puis que poser une avant que mon délai soit écoulé. Je voudrais qu'on me fixe quant à l'argent disponible pour les prêts relatifs aux égouts et à la guerre contre la pollution, en vue d'aider les municipalités en ce sens? Êtes-vous en mesure actuellement de répondre favorablement par l'entremise de la Société centrale d'hypothèques et de logement à toutes les demandes qui vous sont adressées?

M. Andras: Non. Cette année, nous affectons 87 millions de dollars pour les prêts relatifs au traitement des égouts. L'an passé c'était 75 millions de dollars; l'année précédente, 50 millions de dollars; et l'année d'avant, quelque chose comme 36 ou 39 millions de dollars. Les demandes s'élèveraient je crois à 280 millions de dollars.

M. McCleave: Existe-t-il un tel écart chaque année?

M. Andras: L'écart semble un peu moindre cette année que l'année précédente, mais la croissance du problème et la façon légale de le considérer à amener les gens à se rendre compte de la situation. Dans ce programme, comme dans tellement d'autres, on pourrait utiliser de plus en plus d'argent.

M. McCleave: J'aimerais bien qu'on m'inscrive pour une dernière question.

Le président: Merci, monsieur McCleave. Monsieur Gilbert.

M. Gilbert: J'ai quelques brèves questions à poser dans trois domaines, monsieur le président. L'une se rapporte à l'amélioration. Monsieur le Ministre, vous avez laissé entendre que la ville de Toronto était sur le point de conclure un accord avec le gouvernement fédéral à l'égard de l'amélioration de l'habitation grâce à un taux d'intérêt moins élevé. Le dernier mot a-t-il été dit à ce sujet?

M. Andras: Non, pas encore, bien que nous en ayons encore discuté aujourd'hui même avec l'un des échevins de Toronto et il m'a laissé entendre que cet accord sous son libellé définitif parviendra pour étude à la Société centrale d'hypothèques et de logement.

Nous avons fait cette offre à Toronto, c'était l'automne passé je crois, de 1 million de dollars pour commencer à rechercher les moyens d'assurer des prêts à taux d'intérêt moins élevés en vue de l'amélioration des habitations. Comme nous, ils se sont rendu compte qu'il n'est pas si facile de trouver des solutions à tous ces problèmes—les conditions du revenu, l'épreuve de ce revenu, les normes physiques du logement lui-même, l'entretien de ces normes par la suite, qui tombent tout entières sous la compétence de la municipalité, la question des responsabilités